

# SUD éducation Paris

**TEXTE DE CONGRES  
MAI 2026**



## **Contre le fascisme, un projet égalitaire et autogestionnaire**

### **I. Présentation et argumentaire**

Le capital connaît une crise historique depuis 2008. La croissance mondiale est faible, de nouvelles crises sont annoncées dans un contexte économique, géopolitique et militaire instable. Le capital peine à dégager des gains de productivité et fait le choix de creuser les inégalités. Les salaires ne cessent de diminuer pendant que les dividendes s'envolent au profit d'une minorité toujours plus restreinte qui accapare les profits alimentant les inégalités de revenus et de patrimoine. Un renouveau des mouvements sociaux est apparu avec la lutte contre la loi travail en 2016 sous Hollande et le mouvement des gilets jaunes sous Macron en 2018. On a vu alors une répression policière très dure s'abattre sur les manifestant·es des centres-villes, des périphéries et des zones rurales en voie de paupérisation. Cette violence s'exerçait depuis longtemps et continue de s'exercer sur les habitant·es des quartiers populaires en grande majorité racisé·es. Devant ces révoltes, la seule réponse du gouvernement a été la répression policière et judiciaire, adoptant de fait la stratégie de la tension. Des ennemi·es de d'intérieur sont désigné·es, des "anti-France" : les musulman·es, les migrant·es, les islamogauchistes, les wokistes, les écoterroristes. Pour maintenir ses taux de profit le capital s'appuie sur les partis politiques et les médias qui reprennent les discours haineux de l'extrême droite ciblant les populations racisées et les populations soi-disant assistées. L'Assemblée nationale vote des lois racistes qui se succèdent avec les différents gouvernements.

Mais si le fascisme a déjà gangrené les institutions, s'il manifeste tranquillement dans la rue et semble pour l'instant avoir gagné la bataille idéologique, c'est parce qu'en face la "gauche" est très faible et n'a aucun projet réellement émancipateur à proposer. Certes nous devons participer avec d'autres organisations à un front antifasciste. Mais ce front aussi nécessaire soit-il sera probablement défensif. Nous devons nous attaquer dès aujourd'hui aux racines du mal et proposer un projet alternatif. Nous devons nous attaquer à cette société profondément inégalitaire.

Nous devons dans notre secteur de l'éducation, privilégier les luttes pour les personnel·les précaires, c'est-à-dire les personnel·les contractuel·les mais aussi les personnel·les titulaires avec des bas salaires. **Nous devons mener des luttes intercatégorielles, c'est-à-dire travailler entre différentes catégories de personnel·les et proposer des revendications unifiantes, offensives qui améliorent la vie de toutes et tous.** C'est cette solidarité-là qui doit s'exercer : non pas seulement un accompagnement, une aide ponctuelle, certes légitimes et nécessaires, mais surtout la construction d'un projet collectif qui nous lie les un·es aux autres, quel que soit notre métier, quel que soit notre employeur. Face au mode de gestion hiérarchique et catégoriel de l'ensemble des personnels, il nous faut être fort·es ensemble. Société et école étant imbriquées, nous devons aussi proposer une école égalitaire et émancipatrice.

Face au projet radical du fascisme, brutal, terroriste et raciste, nous devons opposer un projet radicalement égalitaire et émancipateur. Il n'y a pas d'autre alternative.

## **II. Une société égalitaire. Quelle vision ? Quelles revendications ?**

**La société que nous voulons est une société où chacun·e doit avoir les ressources nécessaires pour assurer ses moyens d'existence.** Ces ressources doivent être accessibles sans conditions et sans contreparties. Aucune condition d'âge, de niveau scolaire, de nationalité ou d'exercice d'un travail au sens capitaliste du terme ne sera exigée. Les besoins collectifs seront précisés et discutés dans des institutions à définir selon différents échelons de la société. Chacun décidera de ce qu'il voudra faire selon ses goûts et ses envies, et la communauté les mettra en adéquation, démocratiquement, avec les besoins collectifs.

Ce projet peut paraître utopique. Des expériences historiques très proches ont pourtant existé pendant la révolution espagnole de 1936-1937, et actuellement des sociétés se basent sur certains de ces principes comme dans le Rojava ou au Chiapas.

C'est avec cette société future en point de mire à laquelle nous aspirons que des revendications ont été formulées à SUD éducation Paris il y a une quinzaine d'années, ces revendications sont toujours celles de notre syndicat et doivent certainement être actualisées. D'autres peuvent être ajoutées.

La retraite à 60 ans réclamée par les syndicats est juste un retour au passé, résultat de défaites syndicales et politiques. La CGT avant 1981 réclamait un départ à 55 ans. Des instituteur·ices sont parti·es à cet âge-là dans les années 80, ainsi que d'autres personnel·les, comme les cheminots et les cheminotes. C'est une revendication raisonnable, faisable, qui permettrait de se libérer plus tôt du salariat et de profiter

réellement de la retraite. Elle doit s'appliquer à toutes et à tous sans conditions d'annuité et avec le même salaire qu'en "activité".

Il faut savoir dégager concrètement ce qui unifie le combat de l'ensemble des personnel·les quel que soit leur employeur, public ou privé, à partir des lieux de travail, manque de personnel·les toujours en sous-effectif, charge excessive de travail, précarisation des emplois, moyens d'existence inégalitaires, pression hiérarchique, enfermement catégoriel, inégalité de traitement et de salaires entre les différentes catégories de personnel·les...

Les revendications de SUD éducation Paris validées au congrès de 2024 sont :

- abaissement à 32 h maximum de l'horaire hebdomadaire, diminution du temps de travail pour toutes les catégories de notre secteur professionnel ;
- pour toutes et tous, retraite à 55 ans maximum pleine et entière sans conditions de trimestre ;
- autogestion de la Sécurité sociale et des retraites pour et par les travailleuses et les travailleurs ;
- titularisation immédiate et sans conditions de tous les non-titulaires ;
- pour des recrutements selon les besoins exprimés par les personnel·les ;
- Pour la gratuité de la santé, du transport, de l'école, du logement ;
- pas de salaires inférieurs à 2000 euros net mensuel, point d'étape de l'abolition de la hiérarchie des salaires. La proposition de 2000 euros est une proposition ancienne qui s'appuyait alors sur la revendication salariale de 1900 euros minimum des ouvriers et des ouvrières de l'automobile de Paris.

Nous proposons les ajouts et modifications suivantes :

- pas de salaires ou revenus inférieurs à 3000 euros net mensuel point d'étape de l'abolition de la hiérarchie des salaires ;
- pour la gratuité de la santé, du transport, de l'école, du logement et de la culture ;
- pour une école inclusive, laïque, gratuite, pour toutes et tous ;
- intégration des écoles privées au Service public d'Éducation, sans indemnité ;
- pour un enseignement polytechnique.

### **III. L'intercatégoriel : construire notre force**

L'intercatégoriel n'est pas seulement l'expression d'une solidarité d'une certaine catégorie de personnels envers d'autres personnels. Il ne s'agit pas seulement de défendre individuellement des travailleurs et travailleuses, certes cela est nécessaire, mais il s'agit aussi de construire des actions communes et des revendications unifiantes. Pour cela il faut se rencontrer, se rendre régulièrement dans les établissements scolaires pour animer des HMI (heures mensuelles d'informations), avec des équipes mélangées, enseignant·es, AESH, agent·es techniques, personnel·les administratifs, personnel·les de vie scolaire, etc. Quel que soit notre métier, quel que soit notre employeur, nous subissons tous et toutes des pressions hiérarchiques et nous connaissons tous et toutes des collègues qui sont des précaires. Le temps passé ensemble à échanger, à se rendre à des réunions, des manifestations ou des grèves, permettra de connaître les conditions de travail de chaque catégorie de personnel·les et de dégager des points d'appui communs pour les luttes. Ces échanges nourriront également les AG de notre syndicat et donneront envie à tous les personnel·les d'y assister. Parmi ces personnel·les absent·es ou presque de notre syndicat que sont les agent·es relevant de la Fonction publique territoriale, beaucoup sont des précaires, des femmes, des personnes racisées, avec souvent des bas salaires. Les luttes féministes, antiracistes peuvent être menées aussi sur ce terrain.

**La construction d'une société et d'une école égalitaires sans une collaboration étroite avec tous les personnels n'a tout simplement pas de sens.**

L'intercatégoriel est une des orientations fondamentales de SUD éducation depuis sa création. Beaucoup d'adhérent·es ont rejoint SUD éducation pour cette raison. Plus largement le slogan "Un lieu de travail, un syndicat" fait partie de la tradition du syndicalisme de lutte des classes, depuis les IWW aux Etats-Unis et la CNT en Espagne.

#### **IV. Une école égalitaire : l'enseignement polytechnique**

L'enseignement polytechnique est aussi une revendication de SUD éducation Paris et de la fédération depuis plusieurs années mais elle est très peu mise en avant.

**Notre société de classes ne pourrait exister sans le tri social opéré par l'école.**

Une première sélection sociale s'effectue par la scolarisation dans le privé et ce souvent dès l'entrée à l'école, dès le plus jeune âge. Une autre présélection sociale à l'école est déterminée par les inégalités sociales criantes entre quartiers en difficulté et quartiers privilégiés, entre régions.

Une sélection et une orientation existent dès la fin du primaire c'est-à-dire à l'entrée de la sixième avec le choix des options et les placements en EREA (établissements régionaux d'enseignement adapté). À la fin de la quatrième, des élèves sont orienté·es en troisième prépa-métiers. La sélection et l'orientation des enfants se généralisent à la

fin de la troisième. Les élèves sont réparti·es entre les voies hiérarchisées du lycée selon un jugement scolaire qui est en réalité un jugement social : la voie générale, la voie technologique, la voie professionnelle. Cette dernière accueille la majorité des enfants des classes populaires et racisées.

Revendiquons l'intégration des écoles privées au service public d'éducation, sans indemnité. Pour libérer l'école de la concurrence.

**Nous devons réaffirmer notre refus de l'orientation, de l'idéologie du mérite, des évaluations telles qu'elles se pratiquent aujourd'hui et qui ont seulement pour but d'humilier les élèves éloigné·es de la culture légitime.**

Nous devons reprendre la revendication d'un enseignement polytechnique, le construire, l'enrichir, le faire vivre. Cet enseignement met fin à la division du travail intellectuel et du travail dit manuel. Aucune discipline ne compte plus qu'une autre et les apprentissages scolaires se font à partir d'une diversité d'activités diversifiant les voies d'accès aux connaissances qui ne sont pas limitées aux enseignements des séries générales actuelles : apprentissages littéraires, scientifiques, mathématiques (tous à repenser d'ailleurs pour sortir de leur manière sélective d'être enseignés dans l'école du capital).

La culture et l'accès à l'abstraction se fait aussi et tout autant par la maîtrise du travail des mains, par le travail de groupe pour la recherche de solutions, par l'élaboration de projets collectifs et leur réalisation, par l'apprentissage de la place du beau pour tous, par la pratique de l'exercice physique, le jeu collectif, etc...

Les élèves reçoivent une culture commune de la maternelle à la terminale.

Plus d'orientation, plus de sélection. Cela entraîne bien sûr la disparition des trois voies du lycée (générale, professionnelle, technologique). L'enseignement qu'on appelle aujourd'hui professionnel serait enseigné à l'université. Une licence de maths, de technicien de laboratoire, d'agriculture ou de fraiseur auront la même valeur. À partir de là, il sera bien difficile de justifier des différences de salaire.

Ce projet d'école anti-hiérarchique n'a de sens que si la même philosophie s'applique aux personnel·les de l'éducation. Aucune raison qu'un enseignant ou une enseignante soit mieux payée qu'un agent ou une agente technique par exemple. Nous retrouvons la méthode et le travail de l'intercatégoriel. Vision à élargir également aux familles des élèves, et à tous les secteurs du monde du travail grâce aux actions en interprofessionnel.

Freinet rappelait à juste titre qu'on ne pouvait avoir une école égalitaire sans une société égalitaire. Il reliait pédagogie émancipatrice et lutte des classes. En ce sens,

l'enseignement polytechnique correspond parfaitement à notre slogan "Une autre société, une autre école".

## **V. SUD éducation Paris, l'antifascisme, et les élections politiques.**

En 2027, l'extrême droite sera en capacité de conquérir le pouvoir politique. Rappelons que l'extrême droite et le fascisme sont déjà là, dans les lois votées, dans les discours, dans la rue. Des appels à un front antifasciste sont déjà lancés. Notre syndicat y participera certainement, c'est une bonne chose. La question des élections présidentielles est plus délicate. Des discussions sur un appel au vote avaient déjà eu lieu par le passé mais en 2024 notre syndicat a pour la première fois appelé à voter pour une organisation politique en l'occurrence le Nouveau Front Populaire. Il est dès lors nécessaire que cette question soit systématiquement réinterrogée quand l'actualité le demande.

Bien sûr la plupart des adhérent·es qui étaient pour l'appel au vote étaient conscient·es que même si ce nouveau Front populaire accédait au pouvoir, nous aurions tout de même à lutter contre lui. Il faut tout de même souligner que c'est une situation contradictoire. Il ne s'agit pas ici bien sûr d'exprimer un jugement moral sur celles et ceux qui décident d'aller voter ou non. Dans cette période compliquée, confuse, et inquiétante, chacun et chacune est placée dans une situation difficile et fait ou fera comme sa conscience lui dictera. **Il nous semble cependant important de réaffirmer l'autonomie de l'action syndicale vis-à-vis des partis politiques telle qu'elle a été définie dans la charte d'Amiens de 1906.** Il ne s'agit pas seulement d'être fidèle à une tradition, mais de défendre notre indépendance face à des partis de gauche institutionnels qui n'ont jamais appliqué une politique de gauche une fois arrivés au pouvoir. Chacun sait que les acquis de 1936 ont été arrachés au gouvernement de Léon Blum par une mobilisation sans précédent de la classe ouvrière.

Nous réaffirmons que le meilleur moyen de lutter contre le fascisme est de construire un projet égalitaire et émancipateur dont ce texte a tenté de tracer quelques lignes.